

### **Appel à manifestation d'intérêt de la CIRRMA et du F3E :**

PREDICT 2030 : Partenariat renouvelé pour encourager et développer l'internationalisation des collectivités territoriales à l'horizon 2030

*Étude collective portée par la Conférence Interrégionale des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (CIRRMA)*

**Ces éléments sont présentés sous réserve de la finalisation en cours des termes de référence de cette étude.**

#### **I – L'action et les acteur-ice-s impliqué-e-s**

Plateformes régionales dédiées à la coopération et à la solidarité internationales, les RRMA sont soutenus par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et des collectivités de leurs territoires respectifs. La particularité de ces réseaux tient à leur ancrage territorial fort et leur approche multi-acteurs. Ils ont vocation à développer, impulser et optimiser les projets menés par les acteurs de leurs territoires en les orientant et les accompagnant qu'ils soient une association, une collectivité, une entreprise, une structure jeunesse, un établissement d'enseignement, de formation, de recherche ou de santé.

La Conférence Inter-régionale des RRMA, structure faîtière regroupant 13 réseaux en France métropolitaine et en Guadeloupe, vise à faciliter leur mobilisation collective autour d'enjeux communs. C'est elle qui porte cette étude collective en partenariat avec 8 réseaux (Centraider, Resacoop, GESCOD, Territoires Solidaires, Horizons Solidaires, Réseau Bretagne Solidaire, SO Coopération, Lianes Coopération).

Le caractère multi-acteurs des réseaux est constitutif de l'identité des RRMA. Si chaque réseau est marqué par un historique territorial propre, les collectivités y ont toujours été des partenaires clés et stratégiques du fait de leur position duale : d'une part, porteuses de projets de coopération et d'autre part, soutien institutionnel et/ou financier des acteurs locaux de la coopération et de la solidarité internationales.

Ces dernières années, plusieurs programmes d'action ont été mis en place spécifiquement en direction des collectivités. Portée à l'échelle d'un réseau ou dans le cadre d'une dynamique interrégionale, l'action des RRMA tend à se diversifier pour proposer un accompagnement adapté à la pluralité de l'engagement des collectivités.

Parallèlement à cela, les réseaux se sont progressivement dotés d'Observatoires locaux de la coopération et la solidarité internationales afin de recenser l'engagement des acteurs sur le territoire français et documenter leurs actions en faveur des Objectifs de Développement Durable. Ces dynamiques ont pour objectif de produire de la connaissance sur le secteur afin d'en identifier les tendances, d'en comprendre les pratiques et d'adapter le positionnement des réseaux aux besoins des acteurs. Ce faisant, un travail d'harmonisation et d'articulation des pratiques d'observation à l'échelle interrégionale est engagé depuis 2020 et c'est dans cette optique qu'est portée cette étude.

L'étude *Partenariat renouvelé pour encourager et développer l'internationalisation des collectivités territoriales à l'horizon 2030* (PREDICT 2030) s'inscrit dans une double étude sur l'AECT engagée en 2023. PREDICT 2030 fait ainsi suite à l'enquête ACTER (*Action des collectivités territoriales : états des lieux régionaux*) sur les modèles organisationnels de l'AECT (RH, financement, logiques partenariales, organisation interne). Cette dernière, réalisée en interne en 2023, vise à dresser un panel et une typologie des actions portées par les collectivités. Sur la base des résultats de cette première enquête sur les actions et les moyens dédiés à l'AECT par les collectivités, PREDICT 2030 vient interroger les modalités d'accompagnement de l'action extérieure des collectivités territoriales par les RRMA, à la fois par un état des lieux et une réflexion prospective.

L'étude portera sur une analyse des modalités de collaboration entre les collectivités territoriales et les RRMA en observant notamment l'adéquation de ces pratiques avec les différents profils de collectivités en matière d'action à l'international et/ou d'appui aux acteurs de leur territoire. L'étude portée sur 8 régions permettra de développer une vision large des modalités de travail entre RRMA et Collectivités Territoriales tout en tenant compte des particularités régionales.

## II – L'étude collective

### 2.1 – Objectifs

Il est attendu de l'étude PREDICT qu'elle vienne apporter des éléments d'analyse et de compréhension de la diversité des modalités de collaboration entre collectivités territoriales et les RRMA. Les éléments d'analyse devront permettre d'appréhender les points forts et les marges de progression des modalités d'accompagnement des collectivités afin de proposer une offre de services en complémentarité avec l'écosystème du secteur de l'AECT. Deux objectifs sont ainsi poursuivis :

- A l'issue de PREDICT : Apporter des éléments de réflexion aux réseaux pour qu'ils construisent leur stratégie régionale selon les profils de collectivités.
- A plus long terme : Dégager des éléments stratégiques communs aux réseaux pour aboutir à un discours partagé sur l'AECT.

### 2.2. – Objet de l'étude

**Diagnostic** : dans une première phase, l'étude permettra de dresser une typologie de l'offre de services des RRMA à destination des collectivités. Cette première étape sera facilitée par les résultats de l'étude ACTER menée en 2023 par certains réseaux partenaires sur les modèles organisationnels de l'AECT (RH, financement, logiques partenariales, organisation interne). Il sera attendu des consultants que, sur la base de la phase de diagnostic, ils proposent une sélection de modalités de collaboration à capitaliser.

*Questions à traiter :*

- Quel(s) dispositif(s) d'appui existant(s) pour quel(s) profil(s) de collectivité(s) ?
- Quel(s) type(s) de collectivités constituent le public ciblé par les RRMA au regard de l'offre de services actuelle ?
- Quel(s) dispositif(s) étudier lors de la phase de capitalisation ?

**Capitalisation** : dans une deuxième phase, l'étude se concentrera sur une sélection de dispositifs d'accompagnement ou d'appui de l'AECT. Le terme de dispositif est ici à entendre de manière large intégrant, en plus des dispositifs contractualisés et formalisés, l'accompagnement au fil de l'eau des collectivités assuré par les réseaux. L'objectif de cette phase est d'observer les pratiques des réseaux, d'identifier les compétences mobilisées et les bonnes pratiques mais également d'interroger les angles morts et les compétences à renforcer. Cette seconde phase devra être pensée pour être au service et s'articuler avec la phase « Prospective et stratégie ».

*Questions à traiter :*

- Les dispositifs étudiés répondent-ils à un besoin des collectivités et sont-ils en adéquation avec leurs attentes en matière d'AECT ?
- Quelles compétences mobilisent les réseaux pour leur mise en œuvre et à quelles difficultés opérationnelles sont-ils confrontés (moyens nécessaires, limites posées par le cadre de la commande publique, base juridique et RH des interventions hors territoire français, etc.) ?
- Quelle pérennité de l'engagement des collectivités à la fois sur les questions d'internationalisation des territoires et sur la poursuite des pratiques expérimentées dans le cadre des dispositifs d'appui des RRMA.

**Prospective et Stratégie** : cette troisième et dernière phase constitue le centre de gravité de l'étude. A partir des deux précédentes phases, ce temps sera consacré à la réflexion stratégique collective impliquant l'ensemble des réseaux partenaires. Il s'agira d'apporter des éléments de réflexion qui permettront d'alimenter les stratégies territoriales développées par les RRMA en prenant en compte leurs spécificités (*écosystème d'acteurs sur leur territoire, partenariats existants avec les collectivités, etc.*), et, dans un second temps, d'identifier les points de convergence possibles à l'échelle inter réseaux.

*Questions à traiter :*

- Quels sont les points forts et les angles morts de l'offre de services des réseaux ?
- Comment les RRMA peuvent-ils repenser l'appui proposé aux collectivités territoriales, que ce soit sur leurs actions de coopération internationale ou d'appui aux acteurs de la CSI ?
- Quelles sont les recommandations pour constituer une base commune et une stratégie interréseaux modulable ?

L'étude intégrera une attention particulière aux enjeux de genre : sur l'axe diagnostic, les consultant-e-s identifieront l'offre de services existante en termes de genre/égalité femmes- ainsi que les besoins des collectivités territoriales en la matière. Selon les résultats de ce diagnostic, un dispositif genre pourra éventuellement faire l'objet d'un focus lors de la phase de capitalisation. Enfin la phase prospective permettra de préciser des éléments de positionnement relatifs à l'accompagnement des collectivités sur les enjeux de genre/égalité femmes-hommes : quel rôle de la CIRMA ? Quel est le rôle des RRMA ? Qu'est-ce qui pourrait être développé/renforcé pour répondre aux besoins des acteur-rices ?

### 2.3 – Déroulement envisagé et éléments calendaires

*Phase 1 – Phase de cadrage (février-mars 2024) :* réunion de lancement en présence du F3E et de l'équipe de coordination, entretiens préparatoires avec les personnes ressources identifiées en amont par l'équipe de coordination, analyse et revue documentaire, présentation par les consultant-e-s et validation par le COPIL de la note de cadrage ;

*Phase 2 – Phase de diagnostic (avril-mai 2024) :* diffusion auprès des RRMA d'un questionnaire recensant les modalités d'appui et d'accompagnement à destination des collectivités, réalisation d'entretiens à distance avec les équipes des RRMA, classification sur les bases du type d'appui fourni et du profil des collectivités ciblées, présentation au COPIL de la typologie retenue, proposition par les consultants d'un échantillon de dispositifs à capitaliser et sélection concertée avec le COPIL ;

*Phase 3 – Capitalisation (mai-octobre 2024) :* déplacements dans les régions concernées par l'échantillon de dispositifs, entretiens avec les équipes des RRMA, un échantillon de collectivités, avec des partenaires des RRMA, analyse des entretiens, réunion d'appui à l'analyse avec le comité de pilotage et/ou l'équipe de coordination, rédaction des premières conclusions, présentation et validation par le COPIL ;

*Phase 4 – Prospective et analyse (octobre-décembre 2024) :* atelier de restitution des résultats de la phase 3 aux RRMA et à leurs partenaires, proposition d'une méthodologie participative et animation d'un temps d'intelligence collective en présence des équipes des RRMA et du COPIL sur la base des résultats de la capitalisation sur l'identification des pistes de recommandations, reprise et analyse des échanges de l'atelier, rédaction de recommandations et préconisations ;

*Phase 5 – Phase de restitution (janvier-février 2025) :* restitution finale au Comité de Pilotage et au Comité technique, restitution publique coorganisée par le F3E et la CIRMA

L'enveloppe globale du coût de l'étude est de **40.068 € TTC**, incluant tous les coûts constitutifs de la prestation de service proposée (honoraires, transports, hébergement en mission, per diem). Les frais de déplacement, compris dans le budget global, sont estimés à 4.500 € pour environ 18 jours de mission. Parallèlement, une enveloppe de 4.000€ est prévue hors budget de consultance afin de prendre en charge la dimension d'échanges en pairs-à-pairs (mobilisation de représentant-e-s des RRMA pour la phase prospective).

### 2.4 – Expertise externe recherchée

Principales compétences recherchées pour le ou les consultant-e-s :

- Capacités attestées de conduite d'un diagnostic, à synthétiser ses enseignements et à les typologiser ;
- Expertise et expériences relatives à l'animation et à l'accompagnement d'un exercice de prospective, connaissance des méthodologies d'intelligence collective ;
- Connaissances du fonctionnement des collectivités territoriales et expérience dans le secteur de l'AECT ;
- Bonne connaissance des dynamiques territoriales pluri-acteurs dans le secteur la CSI ;
- Connaissance et compréhension du fonctionnement des RRMA ;
- Compétences de rédaction et de synthèse ;
- Capacités d'analyse selon une approche genre ;
- Rigueur, aptitudes relationnelles, d'analyse et rédactionnelles.

Cet appel à manifestations d'intérêt est destiné à identifier des consultant-e-s. À l'issue de cet appel à manifestation d'intérêt, une présélection sera opérée, puis un appel d'offres restreint sera lancé auprès des consultant-e-s présélectionné-e-s, sur la base des termes de référence finalisés de l'étude.

À ce stade, le CV du ou de la consultant-e proposé-e pour être chef-fe de mission est demandé. Si une équipe de consultant-e-s était proposée, l'envoi du CV du ou de la consultant-e associé-e n'est pas exigé à ce stade de l'appel à manifestations d'intérêt, mais est toutefois encouragé.

Si vous souhaitez manifester votre intérêt, merci de bien vouloir envoyer votre / vos CV par courrier électronique **avant le mercredi 14 décembre 2023 à 12h (heure française-GMT+2)** à l'attention simultanée de :

Paul Daulny, chargé d'étude, F3E : [p.daulny@f3e.asso.fr](mailto:p.daulny@f3e.asso.fr)

Cyrielle Choblet, Chargée de mission Observatoire de Lianes Coopération : [c.choblet@lianescooperation.org](mailto:c.choblet@lianescooperation.org)

Rokhaya Diagne, Chargée de mission Observatoire de SO Coopération : [r.diagne@socooperation.org](mailto:r.diagne@socooperation.org)

*Il est demandé de joindre un/des CV actualisé(s) dans le(s)quel(s) vous aurez surligné les éléments spécifiques que vous jugez utiles pour apprécier votre manifestation d'intérêt dans le cadre de cet appel.*